

Tiherté Égalité Fraternité

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Taxes foncières pour 2023

votées et perçues par la commune et divers organismes

Avis d'impôt



CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES SIP MONTEREAU-FAULT-YONNE 10 RUE ETIENNE THIBAULT 77875 MONTEREAU CEDEX

8111-012048-0042-0



Somme à payer

638,00 €

ASS INDIVISION THOMAS MICHEL **GESTIONNAIRE** 9 IMP LES HAUTS DE SERIGNAN 34410 SERIGNAN

Vos références

Numéro fiscal (C):

10 38 606 058 091

Référence de l'avis :

23 77 4532313 71

Numéro de propriétaire :

463 T00164 H

SEINE-ET-MARNE

Département d'imposition :

77

Commune d'imposition :

463

THOMERY

Débiteur(s) légal(aux) :

le détail est précisé en page suivante.

Numéro de rôle :

221

Date d'établissement :

04/08/2023

Date de mise en recouvrement : 31/08/2023

Identifiant service:

77036

Vos contacts

Par messagerie sécurisée

dans votre espace particulier ou professionnel sur impots.gouv.fr

Par téléphone

- pour toutes questions sur le prélèvement à l'échéance ou sur le prélèvement mensuel : au 0 809 401 401 *

du lundi au vendredi, de 8h30 à 19h

- pour toute autre question, votre centre des finances publiques (coordonnées ci-dessous)

auprès de votre centre des finances publiques horaires sur impots.gouv.fr, rubrique Contact et RDV

SIP MONTEREAU-FAULT-YONNE

CELL FONC

10 RUE ETIENNE THIBAULT 77875 MONTEREAU CEDEX

Tél: 01 64 32 01 03

Payez cette somme par un des moyens suivants :

Date limite de paiement : 16/10/2023

- sur impots gouv fr en vous connectant à votre espace particulier ou professionnel, puis laissez-vous guider;
- en utilisant le code ci-dessous avec votre smartphone ou votre tablette ;
- en adhérant au prélèvement à l'échéance avant le 01/10/2023, sur impots.gouv.fr ou en appelant le 0 809 401 401 *.

Les modalités de paiement sont détaillées dans la notice de cet avis.

Flashcode

Flashez ce code avec l'application « Impots.gouv » pour payer par smartphone ou tablette.



Plus d'informations dans la notice de cet avis.

* (service gratuit + coût de l'appel)

Rendez-vous sur impots.gouv.fr pour : consulter la documentation mise à votre disposition, effectuer vos démarches et consulter votre situation dans votre espace en ligne, et poser vos questions grâce à votre messagerie sécurisée.

DÉBITEUR(S) LÉGAL(AUX)										
Identifiant	Droit 5	Désignation et adresse								
MBWKQH	PROPRIETAIRE	THOMAS MICHEL JEAN ANTOINE LUCE	21 AV MARCEAU 75016 PARIS							

	Taux 2022	0/		s commun	alité	spec	iales	mei	nagères	(GEMAPI	cotisations
		% %		%	%		%			%		
	Taux 2023	x 2023 %		%	%	%		%		%		
	Adresse											
Se	Base											
bâties	Cotisation											
	Cotisation lissée											
Propriétés	Adresse											
rié	Base											
g	Cotisation											
P	Cotisation lissée											
	Cotisation 2022											
	Cotisation 2023											
	Variation	%		%	%		%		%		%	
		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité		axe ionnelle	Tax spéci		Chambr d'agricult		Taxe GEMAPI	Total des cotisations
	Taux 2022	67,58 %	%	2,25%	3	35,85%					0,338%	5
	Taux 2023	68,93 %	%	2,25%	3	35,85%			7,98%		0,377%	
âtie	Bases terres non agricoles Bases terres agricoles	530		530		530	530		530		530	
l a	Cotisation 2022	335		11	1,7,7	177		4	4 4			2
Ŭ,	Cotisation 2023	365		12		190	6		6 42			617
tés	Variation	+8,96 %	%	+9,09%	+	7,34 %	+50,00 %		0 % +2,44 %		0%	5
Propriétés non	Dégr	èvement jeunes a	griculteurs (JA)			du forfait estier	Majora base te construe	rrains			urance des agricoles	<i>J</i>
	Base État								Droit proportio	nnel :		
	Base collectivité								Droit fixe :			
	Pour assurer la compensation à l'euro près de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, cette année, votre commune fera l'obiet d'un versement complémentaire de taxe foncière de 49895 €.						Frais de gestion de la fiscalité directe locale					21
	l'objet d'un versemen Pour plus d'information Les taxes spéciales d	Dégrèvement Habitation principale										
	Les taxes spéciales comprennent la TSE Grand Paris pour 3€ .						Dégrèvement JA État					
							Dégrève	ment JA	A Collectivité			
	Références administratives : 770 51 075 036 463 463 R W						Montant de votre impôt				638	

Si vous souhaitez contester le montant de votre impôt, conformément aux articles R*190-1 et R*196-2 du livre des procédures fiscales, vous pouvez effectuer une réclamation sur votre messagerie sécurisée sur impots gouv.fr ou par courrier adressé à votre centre des finances publiques, jusqu'au 31 décembre 2024. Les calculs ayant permis la détermination du montant de votre imposition ainsi que son détail sont réalisés dans le cadre d'un traitement algorithmique. Conformément au code des relations entre le public et

Les calculs ayant permis la détermination du montant de votre imposition ainsi que son détail sont réalisés dans le cadre d'un traitement algorithmique. Conformément au code des relations entre le public et l'administration, vous avez accès aux règles définissant ce traitement ainsi qu'aux principales caractéristiques de sa mise en oeuvre, en consultant impots gouv.fr, rubrique « ouverture des données publiques de la DGFIP ».

ae la LOSIII" ».

Les informations recueillies pour les taxes foncières font l'objet d'un traitement de données à caractère personnel, mis en oeuvre par la Direction générale des Finances publiques (120 rue de Bercy 75772 PARIS). Pour toutes informations sur la protection de vos données personnelles, consultez la politique de confidentialité accessible depuis la page internet suivante : https://www.impots.gouv.fr/portail/confidentialite-informations-personnelles. Des informations sur vos taxes foncières sont communiquées aux collectivités locales (art. L.135 B du livre des procédures fiscales).

fiscales).

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ainsi que d'un droit à la limitation du traitement. Pour exercer vos droits, vous pouvez adresser votre demande au centre des finances publiques ou à l'adresse suivante : données-personnelles-mes-droits@dgfip.finances.gouv.fr. En outre, si vous estimez que le traitement de vos données à caractère personnel n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, vous pouvez exercer votre droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.